

Banque mondiale/FMI : la faillite du système dette

lundi 14 octobre 2013, par [MUNEVAR Daniel](#), [TOUSSAINT Éric](#) (Date de rédaction antérieure : 10 octobre 2013).

Du 11 au 13 octobre 2013 se tient à Washington la réunion annuelle du FMI et de la Banque mondiale, il est nécessaire de revenir sur les promesses du Millénaire pour le développement. [1] L'histoire du développement économique est pleine de tentatives de corriger les « erreurs » de la politique de développement. L'approche utilisée a consisté en l'ajout de nouveaux éléments à l'agenda, afin d'élargir les thématiques prises en compte dans les décisions politiques en y intégrant des préoccupations environnementales et sociales.

L'échec de cette méthodologie saute aux yeux : sur les huit objectifs du millénaire pour le développement (OMD), seuls deux sont atteints et il est fort peu probable que les autres le soient pour 2015. En d'autres termes, les résultats de l'actuel agenda de développement sont scandaleusement minces [2].

De fait, il n'est sans doute pas nécessaire d'ajouter de nouveaux éléments à ce cadre, il est préférable de voir si les éléments déjà intégrés fonctionnent et si non s'ils doivent en être éliminés. C'est le cas de la dette comme outil de développement politique, économique et social.

Depuis le Plan Marshall en Europe, les cercles politiques fonctionnent avec l'idée que les prêts internationaux constituent l'un des facteurs fondamentaux du développement. Dès la fin des années 1940, la Banque mondiale a fait de l'endettement des pays la clé de leur développement. L'expérience a démontré que cette approche aboutit à un échec total. Dans de multiples cas, les conditions de vie de dizaines de millions de personnes se sont dégradées à cause des politiques d'endettement mises en place par la Banque mondiale, le FMI avec le soutien ou la complicité des gouvernements en place [3].

Au lieu de doter les pays en développement de ressources nouvelles, le système dette a obligé ces pays à accorder la priorité aux remboursements des créanciers au détriment des services sociaux de base. Selon les données de la Banque mondiale, rien qu'en 2010, les pays en développement ont payé 184 milliards de dollars au titre du service de la dette, environ le triple du montant annuel qui aurait été nécessaire à la réalisation des OMD.

Il est plus troublant encore de savoir qu'entre 1985 et 2010, les montants remboursés ont été supérieurs aux montants prêtés de 530 milliards de dollars [4]. Ce transfert net de ressources des pays en développement vers les créanciers représentent l'équivalent de 5 fois le Plan Marshall.

Au cours de cette période, la dette a été le levier utilisé par les institutions financières internationales et les pays créanciers pour obliger les pays à adopter des politiques les empêchant d'octroyer des conditions de vie décentes à leur population. Privatisations, réductions massives d'effectifs dans les services publics, abandon des barrières douanières, toutes ces politiques imposées aux pays en développement ont rendu impossible toute forme de souveraineté alimentaire

et ont sérieusement miné la possibilité pour ces pays d'atteindre le développement par des moyens endogènes.

C'est pourquoi il est urgent d'annuler la dette publique des pays en développement, qui de surcroît ne représente qu'un montant infime : en 2010, le montant total de leur dette publique externe a atteint 1.600 milliards de dollars, soit moins de 5% des ressources mises à disposition par le gouvernement des Etats-Unis pour sauver les banques [5]. Si un tel montant a pu être débloqué pour maintenir les bonus des cadres du secteur financier, les fonds peuvent être trouvés pour assurer une nette amélioration des conditions de vie de centaines de millions de personnes de par le monde. C'est clairement une question politique et non un problème de nature économique, mais c'est un fait que la dette demeure l'obstacle majeur au développement.

Il faut donc éliminer cet obstacle comme l'affirme le CADTM depuis sa création en 1990.

Il faut également remplacer la Banque mondiale et le FMI par de nouvelles institutions. L'organisation qui remplacera la Banque mondiale devrait être largement régionalisée (des banques du Sud pourraient y être reliées), elle aurait pour fonction de fournir des prêts à taux d'intérêt très bas ou nuls et des dons qui ne pourraient être octroyés qu'à condition d'être utilisés dans le respect rigoureux des normes sociales et environnementales et, plus généralement, des droits humains fondamentaux. Contrairement à la Banque mondiale actuelle, la nouvelle banque dont le monde a besoin ne chercherait pas à représenter les intérêts des créanciers et à imposer aux débiteurs un comportement de soumission au marché-roi, elle aurait pour mission prioritaire de défendre les intérêts des peuples qui reçoivent les prêts et les dons.

Le nouveau FMI, quant à lui, devrait retrouver une part de son mandat originel pour garantir la stabilité des monnaies, lutter contre la spéculation, contrôler les mouvements de capitaux, agir pour interdire les paradis fiscaux et la fraude fiscale. Pour atteindre cet objectif, il pourrait contribuer avec les autorités nationales et les fonds monétaires régionaux à la collecte de différentes taxes internationales.

Il est temps de comprendre qu'il est nécessaire d'annuler la dette illégitime afin de libérer le développement humain.

Daniel Munevar, Eric Toussaint

P.-S.

* Daniel Munevar est économiste et membre du CADTM Colombie.

Éric Toussaint est docteur en Sciences Politiques, maître de conférences à l'Université de Liège, président du CADTM Belgique (Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde, www.cadtm.org/) et membre du Conseil scientifique d'ATTAC France.

Notes

[1] Pour une analyse critique des OMD, voir Damien Millet et Éric Toussaint, 65 questions 65 réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale, Q4 : Que sont les « objectifs du millénaire pour le développement » (OMD) ? p23 (disponible en pdf sur le site du CADTM).

[2] “Millennium development goals – the key datasets you need to know”, available at : <http://www.theguardian.com/global-development/poverty-matters/2012/oct/31/millennium-development-goals-key-datasets>

[3] Voir Éric Toussaint, Banque mondiale, le Coup d’État permanent, CADTM/Syllepse/CETIM, 2006. Téléchargeable : <http://cadtm.org/Banque-mondiale-le-coup-d-Etat> Voir également Éric Toussaint, Thèse de doctorat en sciences politiques présentée en 2004 aux universités de Liège et de Paris VIII : « Enjeux politiques de l’action de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international envers le tiers-monde », <http://cadtm.org/Enjeux-politiques-de-l-action-de>

[4] Voir Damien Millet, Daniel Munevar, Eric Toussaint, Chiffres de la dette 2012, <http://cadtm.org/Les-Chiffres-de-la-dette-2012>

[5] Calcul effectué sur base de l’analyse des coûts effectué par le Levy Institute qui estime le coût total à 29.000 milliards de dollars. Voir, Felkerson, J. (2011), “\$29,000,000,000,000 : A Detailed Look at the Fed’s Bailout by Funding Facility and Recipient”, Levy Institute Working Paper 698.